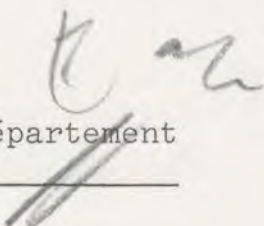


610  
s.C.41.770.0 PF/FV/hesBerne, le 19 mars 1984  
2.19  
Note au Chef du DépartementRéunion ministérielle des pays de l'AELE et des pays des CE  
Luxembourg, 9 avril 1984Nous n'avons pas d'objections à formuler.

Les ministres des pays des CE et des pays de l'AELE se rencontreront le 9 avril prochain à Luxembourg à l'invitation de la France, pays de présidence du Conseil des CE. Cette réunion, qui est une première dans l'histoire des relations entre les dix-sept, a pour but à la fois de marquer solennellement la réalisation effective, au 1er janvier 1984, du libre-échange en Europe pour les produits industriels et d'affirmer la volonté des participants de renforcer leur coopération économique dans les domaines d'intérêt commun.

Subsidiairement, cette réunion devra, dans l'optique suisse, servir de base de référence commune aux pays de l'AELE dans leur action vis-à-vis des CE et éviter dans ce contexte les risques d'isolement de la Suisse par rapport notamment aux pays nordiques.

Il y aura lieu de saisir l'occasion ainsi offerte pour consolider le concept de zone européenne de libre-échange au niveau des Etats membres des CE. La reconnaissance par ces derniers du concept fondamental d'un marché unique réunissant les dix-sept pays du système européen de libre-

. / .

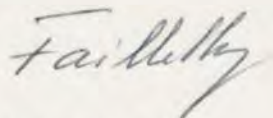
- 2 -

échange est en effet essentielle pour lutter contre la tendance, au sein des CE, à appliquer aux produits industriels communautaires un traitement différent de celui réservé aux mêmes produits en provenance de l'AELE.

L'intervention suisse, s'inspirant de la réponse du Conseil fédéral au "Postulat Alder", marquera la disponibilité de notre pays pour une coopération pragmatique dans les domaines non couverts par les accords de libre-échange.

Pour ce qui est de la coordination des positions des CE et des pays de l'AELE face à certains problèmes économiques internationaux et dans les enceintes internationales, la Suisse fera preuve de la plus grande réserve; il s'agit en effet de ne pas perdre notre identité et notre crédibilité au niveau international par un appui systématique aux positions des CE. Tout en soulignant son désir de renforcer chaque fois que cela est possible ses relations avec les CE, la Suisse s'opposera donc à toute velléité de transformer cette réunion en une manifestation de solidarité des Européens contre d'autres partenaires commerciaux.

Service économique et financier



(Faillietaz)

